Annoncée en grande pompe, la rencontre des ministres arabes de l'Intérieur autour du terrorisme et du crime organisé s'est soldée par un semi-échec. Les responsables se sont quittés avec des vœux et de louables intentions. La proposition de l'Algérie de créer un bureau arabe de lutte antiterroriste a été rejetée. C'est dire la disponibilité des pays arabes à lutter efficacement contre ce fléau !

Terrorisme : le combat solitaire de l'Algérie

Les représentants des Etats arabes à la conférence des ministres de l'Intérieur ont refusé la création à Alger d'un bureau de collection d'informations et de coordination dans la lutte contre le terrorisme. Proposée par l'Algérie, l'idée a été rejetée par les Syriens lors de cette 17e session du Conseil des ministres arabes sous prétexte que Damas abrite un bureau à peu près similaire. Ce refus dénote-t-il encore une fois l'absence de volonté de certains pays arabes de combattre ce phénomène ? L'adoption du discours du Président Bouteflika comme document de travail par le conseil ne doit pas tromper. Pure courtoisie diplomatique, affirment les habitués de ces réunions. Car le chef de l'Etat a mis mal à l'aise une bonne partie de son auditoire en dénonçant l'appui apporté au terrorisme par certains pays arabes qu'il n'a pas nommés. Et beaucoup d'entre eux n'ont pu que se sentir visés. Rappelons qu'après l'attaque terroriste de Béni Ounif à Béchar (29 morts juillet dernier), Bouteflika n'a pas mâché ses mots pour dénoncer nommément le Maroc pour son appui aux criminels du GIA. Le nouveau ministre marocain de l'Intérieur s'est d'ailleurs fait très discret à cette réunion, évitant totalement les journalistes par exemple. Raison supplémentaire de sa gêne, il est le dernier des invités à avoir rejoint Alger et le premier à la quitter. Avec le Maroc, le Soudan et la Libye figurent parmi les autres pays arabes considérés comme bases arrière des groupes terroristes algériens. Le Soudan a même été accusé publiquement par les officiels algériens et l'ambassadeur d'Algérie à Khartoum rappelé (1993) en signe de protestation. Malheureusement, ils ne sont pas les seuls. Les monarchies pétrolières sont connues pour avoir été de grandes financières de l'internationale islamiste. En général, l'Algérie n'a jamais, ou très rarement, (exception faite de l'Egypte, la Tunisie et la Jordanie) été épaulée, au moins politiquement et moralement, dans son combat face au terrorisme.

Mais pouvait-il en être autrement ? Jusqu'à ce jour, seuls les Algériens ont ratifié la convention internationale de lutte contre les financiers et les commanditaires du terrorisme. Difficile donc d'imaginer que les pays arabes puissent accepter la création d'un bureau de coordination de lutte antiterroriste car sa mission de collecte d'informations ne pourra que révéler ces complicités dont a fait état Bouteflika. Plusieurs initiatives en la matière ont d'ailleurs été bloquées par ces mêmes pays. On se souvient par exemple que la lutte contre le terrorisme a été totalement occultée lors de la 20e session des responsables de la sûreté arabe, lors de la réunion de 1997 à Alger. Et malgré les timides avancées enregistrées, l'Algérie se trouve toujours solitaire face au terrorisme islamiste. Lors de la conférence de presse conjointe entre le ministre saoudien de l'Intérieur et M. Zerhouni, ce décalage sur ce dernier point s'est encore révélé au grand jour. Si le premier se contentait de parler de " terrorisme " sans plus, le second ne manquait pas de préciser qu'il s'agit de " terrorisme islamiste ". A quoi donc aura servi réellement ce nouveau Conseil des ministres arabes ?

Il a malheureusement une fois de plus démontré que le monde arabe n'est pas prêt à se mobiliser concrètement contre le terrorisme. L'absence de cette volonté, entre autres, est prouvée par la manière expéditive avec laquelle se sont déroulés les travaux. Les ministres arabes de l'Intérieur n'ont entamé leurs travaux que samedi soir, à 18 h, pour reprendre le lendemain à 12 h pour la séance de clôture.

Abla Cherif

Le Matin 01.02.2000